

# Rien n'est irréversible !

## Toutes et tous en grève le 8 octobre

**Face aux attaques contre le monde du travail, l'heure n'est pas à l'abattement. Bien au contraire les salariés, quel que soit leur statut, les privés d'emplois et les retraités ont toutes les raisons d'agir, de revendiquer et d'exprimer leur colère. C'est pourquoi, la CGT appelle l'ensemble des agents des Finances à la grève le 8 octobre, en lien avec l'action unitaire interprofessionnelle.**

Ainsi, le projet de loi de finances 2016 va confirmer la poursuite des suppressions d'emplois et de moyens dans un grand nombre de secteurs de la Fonction publique. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader. De plus, le Gouvernement impose un nouvel acte de la réforme territoriale, véritable démolition des services publics.

Aux finances, les administrations de Bercy et les institutions financières du semi-public subissent depuis des années des restructurations incessantes, des externalisations, des filialisations, des regroupements de services... Les agents des administrations qui ont été soumises à la RéATE sont à bout de souffle et leurs missions ont été atomisées dans des directions interministérielles départementales ou régionales.

Les agents des Finances, actifs et retraités, font face à un ministre, M. Macron, méprisant les fonctionnaires et à une technocratie soumise aux lois du plus fort : celles des marchés financiers ! Nous devons nous mettre en mouvement et nous organiser pour multiplier les actions de toutes sortes et sous toutes formes. Le 8 octobre n'est ni un début ni une fin, cette journée s'inscrit dans un mouvement de lutte incontournable qui se construit et qui s'amplifie !

Nous ne partons pas de rien, les actions se multiplient à la Douane, à la Banque de France, aux Finances publiques, à l'Insee... Les agents ne restent pas seuls, avec leurs organisations syndicales et tout particulièrement la CGT, ils interpellent les usagers du service public et les élus. Ces luttes locales font reculer les directions, avec des fermetures ou des déplacements de services abandonnés, des primes obtenues, etc.

Alors, amplifions le mouvement et généralisons l'action pour gagner. **OUI ! Des mesures concrètes peuvent immédiatement être mises en œuvre** pour valoriser nos missions et reconnaître le travail accompli par les salariés actifs et retraités :

- **Un moratoire doit être appliqué sur les suppressions d'emploi et sur les restructurations** quelle que soit leur origine. Il devra être suivi de la réalisation d'un véritable bilan contradictoire y compris avec des expertises externes.
- **Une reconnaissance des qualifications** qui passe bien sûr par l'augmentation du point d'indice mais aussi par une réelle revalorisation des carrières, cela impose une augmentation immédiate et significative des promotions par concours. La compétence et la technicité des agents doit être enfin reconnue notamment par le déverrouillage des déroulements de carrière. Il faut aussi améliorer les garanties collectives pour les salariés de droit privé.
- **Une véritable action pour atteindre l'égalité femme/hommes** doit être mise en œuvre dans nos ministères et institutions en supprimant les inégalités salariales qui perdurent.
- **L'éradication de la précarité doit être effective** en titularisant ou en proposant un CDI à tous les contractuels qui le souhaitent sur des grilles fonction publique ou statutaires.
- **La remise à niveau et l'élargissement des droits sociaux pour les retraités** en particulier pour répondre aux besoins d'une génération de pensionnés fortement féminisée.

C'est pourquoi le 8 octobre, aux Finances, avec l'ensemble des salariés, faisons nous entendre par la grève et manifestons partout en France.